

## **Des Etats font disparaître toute mention de l'abandon des énergies fossiles d'un projet de déclaration onusienne**

Par Perrine Mouterde

Ils se disent « *grandement préoccupés* ». Dans une lettre rendue publique mardi 13 août, soixante-dix-sept anciens hauts responsables politiques et lauréats du prix Nobel s'alarment de l'absence de toute référence aux combustibles fossiles, principaux responsables du réchauffement climatique, dans un projet de déclaration onusienne en cours de négociation.

« *Nous appelons les Nations unies[ONU] à veiller à ce que le Pacte pour l'avenir [qui doit être adopté en septembre] comprenne de solides engagements en faveur de la gestion et du financement d'une transition mondiale rapide et équitable vers la fin de l'extraction du charbon, du pétrole et du gaz* », écrivent les Prix Nobel de la paix Muhammad Yunus (Bangladesh), Shirin Ebadi (Iran) et Denis Mukwege (République démocratique du Congo), les Françaises Emmanuelle Charpentier (Nobel de chimie) et Françoise Barré-Sinoussi (Nobel de médecine) ou encore l'ancienne présidente d'Irlande Mary Robinson.

Les 22 et 23 septembre, un Sommet de l'avenir organisé par l'Assemblée générale de l'ONU doit se tenir à New York, aux Etats-Unis. Cet événement, qui rassemblera chefs d'Etat et de gouvernements, représentants de la société civile et de la sphère académique, a pour objectif de démontrer que « *la coopération internationale demeure cruciale* » pour faire face aux principaux défis auxquels est confrontée l'humanité. A cette occasion doit être adopté un Pacte pour l'avenir censé établir l'ambition et les engagements des Etats concernant le développement humain, la paix et la sécurité, l'innovation technologique ou les crises environnementales.

« ***Faire avancer les choses*** »

Une première version du projet de Pacte, longue de trente pages et publiée le 26 janvier, faisait référence à deux reprises aux combustibles fossiles pour appeler à « *accélérer une transition* » hors de ces sources d'énergie et à « *fixer une date butoir pour la suppression des subventions* » au charbon, au pétrole et au gaz. Mais dans la version révisée, publiée le 17 juillet, toute référence directe aux fossiles a disparu. Pour l'initiative du traité de non-prolifération des combustibles fossiles, mouvement de la société civile à l'origine de la lettre des soixante-dix-sept personnalités, cette suppression est inacceptable.

« *Les termes figurant dans la première version n'étaient même pas très forts mais au moins ils reprenaient la formule sur laquelle près de 200 pays ont réussi à s'entendre lors de la COP28 à Dubaï [Emirats arabes unis], explique Harjeet Singh, directeur de la mobilisation internationale de l'initiative. Huit mois plus tard, les dirigeants devraient être encore plus ambitieux et faire avancer les choses plutôt que de reculer.* »

Pour la première fois depuis le début des négociations climatiques, les Etats se sont engagés, en décembre 2023 à Dubaï, à « *une transition hors des énergies fossiles* ». Une promesse

obtenue de haute lutte alors que la sortie du charbon, du pétrole et du gaz était demeurée pendant trois décennies l'un des tabous des conférences mondiales.

L'extraction et la combustion de fossiles pour les activités humaines sont pourtant à l'origine de la grande majorité des émissions de gaz à effet de serre, qui continuent à augmenter. « *Le monde entier souffre déjà des effets du réchauffement* », rappelle Harjeet Singh, alors que 2023 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée. La prochaine COP sur le climat doit s'ouvrir dans moins de trois mois à Bakou, en Azerbaïdjan.

**« *Un nouvel échec flagrant* »**

« *L'omission des combustibles fossiles du Pacte constitue un nouvel échec flagrant dans la lutte contre l'une des plus grandes menaces qui pèsent sur notre planète et l'humanité, dénonce aussi l'ancien premier ministre de Suède Stefan Löfven, signataire de la lettre. Les dirigeants mondiaux devraient être sans équivoque lorsqu'il s'agit d'agir pour empêcher de nouveaux impacts climatiques. Au lieu de cela, ils décident de se mettre la tête dans le sable.* »

« *S'il n'évoque pas la menace que représentent les combustibles fossiles, le Sommet pour l'avenir portera mal son nom et risquera de compromettre une occasion unique de restaurer la confiance en la puissance de la coopération internationale* », ajoutent les soixante-dix-sept signataires.

Les négociations pour parvenir à un consensus sur le contenu du Pacte, au cours desquelles des États ont fait pression pour supprimer toute référence aux fossiles, ne sont pas publiques. « *Les riches États producteurs de fossiles et les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole n'ont pas intérêt à ce que l'attention se porte sur ce sujet* », rappelle Harjeet Singh.

[Cet article est paru dans La Matinale du Monde](#)